



HAL
open science

Ce que “ parler européen ” veut dire durant l’entre-deux-guerres

Gil Charbonnier

► **To cite this version:**

Gil Charbonnier. Ce que “ parler européen ” veut dire durant l’entre-deux-guerres. L’Europe des langues, Presses Universitaires d’Aix-Marseille, pp 11-26, 2016, 978-2-7314-1043-3. hal-02178052

HAL Id: hal-02178052

<https://hal.science/hal-02178052v1>

Submitted on 9 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ce que « parler européen » veut dire durant l'entre-deux-guerres

Gil CHARBONNIER

CIELAM (EA4235) Aix-Marseille Université

En évoquant le pacte de Locarno (1925) visant à rapprocher Français et Allemands, Aristide Briand, alors ministre des Affaires étrangères déclara : « J'y suis allé, ils sont venus et nous avons parlé européen »¹. L'image reflète bien sûr la politique de réconciliation initiée par Briand et le chancelier Gustav Stresemann, politique inséparable d'un projet d'union européenne, le fameux « lien fédéral » présenté par Briand le 5 septembre 1929 à la Société des Nations. En même temps, cette image fait songer à la question du « parler européen », au sens propre du terme cette fois, tant les préoccupations linguistiques animent les débats durant l'entre-deux-guerres. Avec les conséquences du Traité de Versailles (juin 1919), le problème de la langue resurgit en effet sous l'angle du rapport à la nation.

Dans son célèbre discours (*Qu'est-ce qu'une nation ?* mars 1882), Renan affirmait que « l'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours. » Cette vision excluait des critères traditionnellement perçus comme fondateurs de l'idée même de nation : la race, la religion, la communauté d'intérêt, les frontières dites naturelles et la langue :

« La langue invite à se réunir ; elle n'y force pas. Les États-Unis et l'Angleterre, l'Amérique espagnole et l'Espagne parlent la même langue et ne forment pas une seule nation. Au contraire, la Suisse, si bien faite, puisqu'elle a été faite par l'assentiment de ses différentes parties, compte trois ou quatre langues »
énonçait Renan².



¹ Cité par G. Bossuat, *La France et la construction de l'unité européenne de 1919 à nos jours*, Armand Colin, 2012, p. 41.

² *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Flammarion, Champs classiques, édition présentée par Shlomo Sand, 2011, p. 58.

La guerre, la montée des nationalismes puis la question de l'unité européenne vont mettre en débat le postulat de Renan. Sur le continent, l'ordre linguistique hésite dès lors entre désir d'unification et revendications nationales. Nous aimerions examiner ce point à travers les ouvrages de trois auteurs, Antoine Meillet, Julien Benda, José Ortega y Gasset, qui ont révélé les nouveaux enjeux de pouvoir propres aux politiques linguistiques de l'époque.

Antoine Meillet et l'unification linguistique

Quelques semaines avant la fin de la Grande Guerre, en 1918, Antoine Meillet publie *Les langues dans l'Europe nouvelle*, ouvrage (réédité en 1928) qui repense l'évolution et les différents statuts des langues européennes dans le contexte du conflit des nationalités³. Meillet plaide en faveur d'une unification linguistique en fonction d'une hiérarchisation très marquée. Il distingue en premier lieu les grandes langues – l'anglais, l'allemand, l'espagnol, le français, le russe, l'italien, le portugais – qui sont des langues de civilisation parce qu'elles reflètent les valeurs d'une culture commune que Meillet nomme la civilisation universelle. C'est au nom de cette construction de l'universel qu'il entreprend d'élire la langue qui s'imposera à l'Europe.

³ Stefan Zweig évoque ce contexte dans *Le Monde d'hier* : « Si portant un regard en arrière, on essaie de mettre en évidence les fautes commises après la Première Guerre mondiale, on reconnaîtra que la plus grave a été que les hommes politiques, les Européens aussi bien que les Américains, n'ont pas exécuté le plan simple et clair de Wilson, mais l'ont mutilé. Son idée était de donner la liberté et l'indépendance aux petites nations, mais il avait justement reconnu que cette liberté et cette indépendance ne pouvaient être sauvegardées que par un lien qui rassemblerait tous les États, petits et grands, dans une unité supérieure. En ne réalisant pas cette organisation supérieure – la véritable, l'entière Société des Nations – et en s'en tenant à l'autre partie du programme, la liberté et l'indépendance, on créa au lieu de l'apaisement une perpétuelle inquiétude. Car rien n'est plus dangereux que la mégalomanie des petits, et le premier soin des petits États, à peine eurent-ils été créés, fut d'intriguer les uns contre les autres et de se quereller pour d'infimes parcelles de territoire : les Polonais contre les Tchèques, les Hongrois contre les Roumains, les Bulgares contre les Serbes et, la plus faible de tous au milieu de ces rivalités, la petite Autriche, se retrouva face à la puissante Allemagne. » *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen* (1944), traduction nouvelle de Serge Niémetz, *Le livre de poche* (d'après l'édition Belfond, 1982-1993), p. 466-467.

Les autres langues européennes forment plusieurs sous-groupes de moindre influence, à commencer par les langues scandinaves. Meillet relativise leur rôle dans la mesure où les Suédois et les Norvégiens, par exemple, sont contraints de recourir à une langue seconde s'ils veulent s'inscrire dans le mouvement du monde. Meillet sacrifie la diversité au profit d'une normalisation linguistique qu'il déduit de la marche vers l'unification du monde. Sous cet angle, il se montre critique à l'égard des nouveaux États, lesquels, issus du Traité de Versailles, subordonnent l'affirmation du sentiment national à la reconnaissance d'une langue. En prenant pour exemple la Hongrie, « où tout se fait en magyar », Meillet prononce un verdict sévère :

« Entre beaucoup d'infériorités qu'a l'Europe auprès de l'Amérique, la variété des langues n'est pas l'une des moindres. Et, dans beaucoup de cas, cette variété n'apporte même pas l'avantage de permettre à des tendances originales de se manifester : les nouvelles langues de civilisation de l'Europe sont banales et n'enrichissent pas vraiment la littérature. Ceux qui les emploient ne peuvent, sous peine de rester des gens inférieurs, se dispenser de bien posséder au moins l'une des grandes langues de civilisation : à vouloir se dispenser d'un effort, ils gagnent d'en devoir faire deux⁴. »

La « variété des langues » est un obstacle à un projet sous-jacent d'unité politique. En conséquence, les Hongrois seraient bien inspirés de renoncer au magyar. Handicap pour l'Europe, sa pratique contribuerait à l'amointrissement de la civilisation universelle. Meillet émet ce qu'on appellerait aujourd'hui un jugement discriminant, à rebours de nos impératifs contemporains axés sur la responsabilité de protéger la diversité culturelle. Mais il importe de replacer ces propos dans le contexte traumatisant de la Grande Guerre. À l'époque, on s'encourageait mutuellement à reconstruire le monde selon un ordre unificateur, meilleure garantie, croyait-on, contre de nouveaux conflits. La hâte à sortir du cauchemar peut expliquer certaines formules à l'emporte-pièce ; par exemple, parler une langue isolée, « c'est être muet hors de chez soi »⁵. Derrière ce discours, il faut y voir l'ardent désir de rétablir au plus vite des communications pacifistes entre les peuples. Et pour Meillet,

⁴ *Les langues dans l'Europe nouvelle*, édition de 1928, avec un appendice de L. Tesnière sur la statistique des langues de l'Europe, Payot, Paris, 1928, p. 239.

⁵ *Ibid.*, p. 246.

en Europe centrale, la multiplicité de petites langues nationales prépare des crises géopolitiques qu'il sera difficile de résoudre.

On le voit, Meillet fait d'abord prévaloir sa conscience d'Européen inquiet sur ses intérêts purement linguistiques. Rappelons que ce grand savant, successeur de Michel Bréal au Collège de France, était le linguiste le plus reconnu en France, notamment pour ses travaux en grammaire comparée⁶. Mais si « le rôle du savant n'est pas de mener », il doit néanmoins, fort de ses connaissances et de son savoir, « éclairer ceux qui ont la charge d'agir » déclare Meillet lui-même à propos de son engagement⁷. Son action d'Européen a été soulignée par nombre de chercheurs. À cet égard, Sébastien Moret révèle le rôle d'une *culture de guerre* mise en lumière par les historiens de la Première Guerre :

« Depuis quelques années, les historiens spécialistes de la Première Guerre mondiale étudient ce conflit à la lumière de la notion de *culture de guerre*. Désormais, la guerre n'est plus uniquement un phénomène diplomatique et militaire, elle a aussi influé sur ceux qui l'ont vécue et a provoqué un "ensemble de représentations, d'attitudes, de pratiques, de productions littéraires et artistiques qui a servi de cadre à l'investissement des populations européennes dans le conflit" » (Audoin-Rouzeau, 1995 : 10)⁸.

La position de Meillet découle effectivement de cette *culture de guerre* dictant un nouvel ordre linguistique en Europe.

Cet ordre passe par la limitation des langues locales. Le cas du gaélique dans la nouvelle république d'Irlande est symptomatique, le pratiquer, c'est s'enfermer dans un « cachot linguistique » :

⁶ Parmi les ouvrages de Meillet, on peut citer *Les langues du monde* par un groupe de linguistes, sous la direction de Meillet et Marcel Cohen, Champion, 1924. Il s'agit d'un panorama complet des langues minoritaires. On peut lire notamment un article de Meillet sur « Langues caucasiennes méridionales » (p. 342-343). On peut citer aussi *Introduction à l'étude comparative des langues indo-européennes*, Librairie Hachette, 1908.

⁷ *Les langues dans l'Europe nouvelle*, édition de 1918, p.7.

⁸ « Antoine Meillet et le futur des empires après la Première guerre mondiale » dans la revue *Langage*, n° 182, 2011/2, « Théorie du langage et politique des linguistiques », ouvrage dirigé par Jean-Louis Chiss. (Pour la référence, paragraphe 46, version internet. Portail-Cairn-info.

« Mais à juger des choses en homme civilisé, en Européen, à se placer au point de vue pratique, il est étrange qu'on puisse même proposer à un peuple d'abandonner la grande langue de civilisation, largement ouverte sur le monde qu'est l'anglais, pour un parler de paysans qui l'emprisonnerait dans un cachot linguistique⁹. »

Là encore, il convient de distinguer la part du scientifique de celle de l'Européen, voire de l'européiste. Grand défenseur de la civilisation arménienne, spécialiste du vieux-slave, Meillet était un adepte de la diversité culturelle, du reste, à sa mort, les ethnologues français, Marcel Mauss en tête, lui rendront hommage. Mais chez Meillet, le sentiment de l'unité européenne prime comme le rappelle à bon droit Jean Loicq : « Meillet a fait le très difficile apprentissage du vieil-irlandais auprès du grand d'Arbois de Jubainville ; mais, trait révélateur de sa conscience d'Européen du xx^e siècle, il séparait de la vie moderne ce qu'il regardait comme une sorte d'archéologie linguistique¹⁰ ». De surcroît, au plan scientifique, l'adoption d'une langue locale, comme le gaélique, entre en concurrence avec d'autres dialectes qui sont tout aussi légitimes¹¹.

Les mêmes arguments s'appliquent à l'usage des langues régionales en France, usage pour lequel il a des mots assez durs. La langue locale », dit-il, « c'est l'horizon du paysan et son horizon est borné ». Il retourne ensuite, à propos du breton, la liberté d'expression linguistique en sentiment d'oppression :

« C'est si on lui imposait l'école en breton, le journal en breton qu'un paysan breton se sentirait opprimé¹². »

⁹ *Les langues dans l'Europe nouvelle*, édition de 1928, *op.cit.*, p. x.

¹⁰ Jean Loicq, « Antoine Meillet, L'Europe et les études classiques », bcs.fltr.ucl.ac.be/FE/14/meillet.htm.

¹¹ Voir sur ce point Jean Loicq : Meillet se « déclare préoccupé par le morcellement linguistique consécutif à l'avènement des États nés de la victoire, démocraties mettant au pouvoir des intellectuels au service des classes moyennes et paysannes, aspirant à promouvoir comme langues de culture des idiomes en partie construits artificiellement sur des parlers paysans, donc sans grand passé littéraire et sans diffusion internationale. Meillet pensait qu'il y avait là pour l'Europe un danger d'éclatement, une dispersion d'efforts qui, sans dispenser personne d'apprendre de grandes langues, aurait, au point de vue scientifique, l'inconvénient d'étouffer partout les dialectes authentiques. »

¹² *Les langues dans l'Europe nouvelle*, édition de 1928, *op.cit.*, p.179.

Ces propos ont peu de rapport avec l'actuel débat relatif à la charte européenne des langues régionales et minoritaires. Il faut se garder, en effet, de toute lecture rétrospective tant les contextes sont éloignés. Meillet réagissait à des manifestations de nationalisme linguistique propre à son époque. Son argumentation visait aussi à renforcer la logique d'un discours appelant à une langue mondiale.

Meillet prépare son avènement en soulignant d'abord l'air de famille entre les grandes langues européennes, celles-ci « tendent à être par ce qu'elles expriment le calque des unes des autres »¹³. Il faut profiter de cette parenté pour en élire une, l'anglais, « la plus mondiale des langues civilisées »¹⁴. Il se livre aussi à un éloge de l'anglais dans un numéro de la revue italienne *Scientia* (1915) portant sur « langue française et identité nationale ». L'anglais offre un grand avantage :

« Le vocabulaire anglais forme le lien naturel entre les vocabulaires des langues de l'Europe occidentale. Il a conservé tout le vieux fonds germanique. Mais l'influence franco-normande y a déversé une grande partie du vocabulaire français¹⁵. »

En revanche, sa prononciation est un obstacle : « si la prononciation de l'anglais n'était aussi singulière et différente de celle de toutes les autres langues, l'anglais serait tout à fait propre à servir de langue de relations entre tous les hommes de toutes les nations¹⁶. » Meillet a bien songé au français pour ses qualités « de clarté et de pureté » mais il est trop difficile à apprendre, surtout à l'écrit, tant il est façonné par une riche culture :

« Il n'y a pas de prose plus riche, plus variée que la prose française. Or pour manier cette prose, il faut posséder une culture fine : une éducation sommaire, un peu rude, ne suffit pas à qui veut parler ou écrire le français littéraire¹⁷. »

¹³ « Les notions ne varient pas avec les mots qui les expriment, et, si différentes qu'elles soient par les moyens qu'elles emploient, toutes les langues de l'Europe tendent à être, par ce qu'elles expriment, le calque les unes des autres. », *ibid.*, p. 262.

¹⁴ *Ibid.*, p. 252.

¹⁵ « Les langues et les nationalités », *Scientia*, n° 18, 1915, p. 86. Numéro intitulé *Langue française et identité nationale*.

¹⁶ *Ibid.*, p. 85.

¹⁷ *Les langues dans l'Europe nouvelle*, édition de 1928, *op.cit.*, p. 251.

L'autre difficulté de son apprentissage tient à sa complexité intrinsèque ; il faudrait moderniser, c'est-à-dire simplifier, certaines de ses structures mais « l'esprit traditionaliste des écrivains »¹⁸ s'y oppose, revers, semble-t-il, d'une riche culture. Au plan mondial, cette culture, racine de l'humanisme universel, s'amoindrit et, du même coup, la langue française est sur le déclin note Meillet :

« le français souffre de ce que l'humanisme perd en crédit car il est le représentant le plus pur de l'humanisme moderne¹⁹. »

Meillet est habité par une conception politique qui identifie langue et nation, ou son équivalent au niveau d'une organisation supranationale. Ses vues sur les empires de l'époque et sa conception du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », son engagement en faveur d'une Arménie souveraine privilégient toujours le facteur de l'unité linguistique. Ainsi, à propos de la Russie, il affirme :

« La langue désigne la Russie pour former un État un, plus même que l'Allemagne, la France ou l'Italie²⁰. »

Éloigné des principes de Renan, Meillet se replace dans la continuité de l'esprit républicain français. La cohésion d'une nation et l'idéal de liberté qu'elle doit engendrer suppose la pratique d'une langue commune. Selon le modèle républicain, cette communauté d'hommes libres autour d'une langue quasi unique est corrélée à l'idée de nation. Sous de multiples variations, ce modèle persistera au sein de plusieurs constructions philosophiques, morales et politiques, d'un nouvel ordre international. Par exemple, *Le discours à la nation européenne* de Julien Benda, publié en 1933, réaffirme la nécessité d'une langue commune à l'intérieur d'une fédération européenne à construire.

¹⁸ *Ibid.*, p. 253.

¹⁹ *Ibid.*, p. 251.

²⁰ Extrait de l'article publié par A. Meillet en 1918 dans un autre numéro de la revue *Scientia*, « La situation linguistique en Russie et en Autriche-Hongrie », cité par S. Moret, *art. cit.* paragraphe 14.

La « langue supernationale » de Julien Benda

Benda structure son projet de communauté européenne sous le signe de la nation : « L'Europe se fera ici, comme s'est faite la nation²¹ », ce qui peut expliquer la nécessité d'une langue unique. Pour lui, cette langue, « la langue supernationale », ce sera le français. Benda justifie son choix en arguant de la primauté dont a joui le français au cours des siècles et notamment à l'âge des Lumières. Dès lors, le français progressera dans la future Europe unie à l'exemple des langues nationales qui ont supplanté les parlers locaux :

« Les habitants de l'Europe devront, s'ils veulent s'unir, adopter une langue commune, qui se superpose à leurs langues nationales, comme, dans chacune de leurs nations, la langue nationale s'est superposée aux parlers locaux, et à laquelle ils conféreront une sorte de primauté morale, comme les habitants de la France la confèrent au français par rapport au picard ou au provençal, les habitants de la Grande-Bretagne par rapport au gallois ou à l'écossais. Ils vous demanderont alors : "Qu'avez-vous à nous proposer, comme langue supernationale ? Car vous ne prétendez pas revenir au latin, qui ne fut jamais, d'ailleurs, que la langue des savants". Je réponds que cette langue est toute trouvée. C'est le français²². »

Vis-à-vis des langues régionales, le propos est plus modéré que chez Meillet mais le même esprit d'uniformisation linguistique, dicté par la nécessité d'unification politique, subsiste. Cependant, Benda choisit le français pour des raisons inverses à celles de Meillet. Le français serait encore la langue humaniste de référence et sa complexité un atout puisqu'elle proposerait aux peuples (qu'on imagine « admiratifs ») un modèle inégalé de « clarté et de raison » :

« – Quoi ! Cette langue si peu propre à exprimer le tréfonds de l'être humain, cette langue éminemment rationnelle, c'est celle dont vous voulez faire la langue de l'Europe, dont vous prétendez qu'elle l'accepte ? – Je dis que vous devrez obtenir qu'elle l'accepte, si vous voulez faire l'Europe, et qu'elle l'accepte précisément à cause de sa rationalité²³. »

²¹ *Discours à la nation européenne*, 1933, NRF/Gallimard, p. 12.

²² *Ibid.*, p. 115-116.

²³ *Ibid.*, p. 116.

Pour légitimer son argumentation, Benda se réfère à « certains penseurs qui [*ne sont pas*] de sa nation :

« Parce que disait encore au XVIII^e siècle une publication internationale : "Elle exprime avec clarté ce que les vues de l'esprit ont de plus abstrait" ; parce que, déclarait dans le même temps un docteur d'outre-Rhin, elle présente une "moindre idiosyncrasie" et offre ainsi "à une plus grande variété d'hommes un terrain d'entente et de rencontre" – cette « moindre idiosyncrasie » qui fait d'elle un lieu de communion humaine, n'étant pas autre chose, précisément, que sa rationalité ; parce que, disait encore un contemporain, "elle représente nos idées sans le moindre nuage". Cette considération de l'Europe pour la langue française était d'autant plus remarquable qu'elle ne s'accompagnait souvent d'aucune sympathie pour la France²⁴. »

« Au surplus, l'adoption de la langue française comme organe supernational, et par égard pour sa rationalité, a été proposée, et encore récemment, par certains penseurs qui n'étaient pas de ma nation. J'ajoute que je suis tout prêt à en admettre une autre si on me montre qu'elle possède plus de vertu encore pour conjindre les hommes dans la clarté et la raison²⁵. »

Le français serait prédisposé à l'échange international. En raison de sa capacité d'abstraction il personnalisait moins le langage, il offrirait moins de prise à l'idiosyncrasie nationale, bref, ce serait la langue même de l'objectivité en laquelle pourraient s'exprimer librement les opinions de tous les hommes. En outre, de manière sous-jacente, il y a l'idée que le français maintiendrait l'héritage gréco-latin, la référence la plus certaine concernant l'unité culturelle de l'Europe. La vision totalement subjective de Benda reprend le récit légendaire du français (le français « représente nos idées sans le moindre nuage ») fixé au XVII^e siècle par Boileau comme absolu de clarté²⁶.

²⁴ *Ibid.*, p. 117.

²⁵ *Ibid.*, p.123.

²⁶ Sur cette question de l'universalité du français, on peut consulter l'article de Gilles Siouffi, « De l'universalité européenne du français au XVIII^e siècle : retour sur les représentations et les réalités ». *Langue française*, n° 167, septembre 2010, dossier réalisé par Valérie Spaëth, *Le français au contact des langues : histoire, sociolinguistique, didactique*- pp.13-29, article de G. Siouffi.

Benda fait ainsi revivre ainsi le mythe d'une langue supérieure guidant les hommes dans « la clarté et la raison ». Marguerite Yourcenar a transposé ce mythe à travers la passion de son personnage, l'empereur Hadrien, pour le grec. Ayant derrière lui des « trésors d'expérience, relatifs à l'homme et à l'État », le grec surpasserait l'égyptien pharaonique, l'hébreu, les « jargons barbares » et même le latin. L'apologie d'Hadrien transcrit le besoin d'élire une langue qui soit, comme le dit Benda, un « lieu de communion humaine » :

« J'ai aimé cette langue pour sa flexibilité de corps bien en forme, sa richesse de vocabulaire où s'atteste à chaque mot le contact direct et varié des réalités, et parce que presque tout ce que les hommes ont dit de mieux a été dit en grec. Il est, je sais, d'autres langues : elles sont pétrifiées, ou encore à naître. Des prêtres égyptiens m'ont montré leurs antiques symboles, signes plutôt que mots, efforts très anciens de classification du monde et des choses, parler sépulcral d'une race morte. Durant la guerre juive, le rabbin Joshua m'a expliqué littéralement certains textes de cette langue de sectaires, si obsédés par leur dieu qu'ils ont négligé l'humain. Je me suis familiarisé aux armées avec le langage des auxiliaires celtes ; je me souviens surtout de certains chants... Mais les jargons barbares valent tout au plus pour les réserves qu'ils constituent à la parole humaine, et pour tout ce qu'ils exprimeront sans doute dans l'avenir. Le grec, au contraire, a déjà derrière lui ses trésors d'expérience, celle de l'homme et celle de l'État²⁷. »

La langue la plus légitime, qui relègue les autres au rang de langues secondes (de simples « réserves à la parole humaine »), serait celle qui a prouvé, dans l'exercice de l'État, sa capacité à révéler la nature de l'homme, et, partant, à dire tous les rapports du citoyen à l'État.

Il faut situer cette croyance au mythe d'une langue commune dans le débat contradictoire de l'époque. Les vues de Meillet et de Benda ne faisaient pas l'unanimité, tant s'en faut. Avant la guerre, Michel Bréal, l'un des maîtres de Meillet, avait déjà, en référence à Renan, relativisé « le rêve d'une langue universelle » :

« On ne doit pas regretter que le rêve d'une langue universelle, comme nos pères l'avaient conçu, ne se soit pas réalisé : la

²⁷ *Mémoires d'Hadrien*, Œuvres romanesques, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1982, p. 312.

pluralité des langues littéraires, c'est la tâche de la civilisation répartie à différents ouvriers²⁸. »

Dans les années 1920 et 1930, le philosophe espagnol, José Ortega y Gasset, se réclamant également de Renan, dénonçait les excès de l'uniformisation étatique. Auteur de *La Révolte des masses* en 1930, livre qui faisait l'admiration de Raymond Aron²⁹ et d'Albert Camus, Ortega a développé une pensée, un peu comme Thibaudet en France, en dehors des grands systèmes politiques du xx^e siècle. Ce fut aussi un critique pertinent, son ouvrage, *La Déshumanisation de l'art* (1925) éclaire, grâce à la notion de « déréalisation », les problématiques de la poésie moderne. Sa renommée fut assurée en France par des écrivains cosmopolites tels Valéry Larbaud ou Paul Morand qui virent en lui un penseur original de l'unité européenne. De fait, s'agissant des racines intellectuelles de notre Union européenne Ortega, faut-il le rappeler, est au premier plan. C'est un européiste convaincu comme l'indique Gérard Bossuat³⁰. Sa réflexion sur les rapports entre diversité et pluralité, en vue de légitimer la souveraineté d'une Europe politiquement unie, dialogue avec nos problématiques contemporaines.

José Ortega y Gasset contre « l'empire homogène de la vulgarité »

Dans *La Révolte des masses*, Ortega fustige un individualisme aveugle (« l'homme-masse ») corrélé à une étatisation croissante. En lutte contre ces facteurs d'aliénation, il pense l'unité de l'Europe en insistant à la fois sur la liberté (issue des Lumières) et sur la pluralité selon le concept de la « bonne homogénéité » :

« C'est un secret, en effet, important et paradoxal. Car l'équilibre ou la balance des pouvoirs est une réalité qui consiste

²⁸ M. Bréal, « Le langage et les nationalités », *Revue des deux mondes*, 61^e année, 3^e période, 1^{er} décembre 1891, p. 615-639.

²⁹ R. Aron, « Ortega y Gasset et *La Révolte des masses* », *Commentaire*, n° 40, 1987.

³⁰ « Certains européistes réalistes contraints par l'évidence disent-ils, sont amenés à évoquer la création des États-Unis d'Europe. José Ortega y Gasset, philosophe et professeur, dans son ouvrage de 1930, *La révolution des masses*, veut que des institutions politiques européennes traduisent la maturité de l'esprit européen, caractérisé par la notion d'équilibre. », *La France et la construction de l'unité européenne de 1919 à nos jours*, op.cit., p. 40.

essentiellement dans l'existence d'une pluralité. Si cette pluralité se perd, l'unité dynamique s'évanouit. L'Europe est bien un essaim : beaucoup d'abeilles, mais un seul vol.

Ce caractère unitaire de la magnifique pluralité européenne est ce que j'appellerais volontiers la bonne homogénéité féconde et désirable, celle qui faisait déjà dire à Montesquieu : « L'Europe n'est qu'une nation composée de plusieurs³¹ ».

À l'inverse, la mauvaise homogénéité se rapporte à un modèle destructeur des identités culturelles. Ortega présente le problème en diachronie en exposant le cas du latin vulgaire :

« Le second trait qui nous atterre dans le latin vulgaire, c'est justement son homogénéité. Les linguistes qui, après les aviateurs sont les moins pusillanimes des hommes, ne semblent pas s'être particulièrement émus du fait que l'on ait parlé la même langue dans des pays aussi différents que Carthage et la Gaule, Tingis et la Dalmatie, Hispalis et la Roumanie. Mais moi qui suis peureux et tremble quand je vois le vent violenter quelques roseaux, je ne puis, devant ce fait, réprimer un tressaillement de tout le corps. Il me paraît tout simplement atroce³². »

Le latin vulgaire fut un obstacle au développement culturel des peuples. Il agit d'abord contre le latin classique en affaissant sa substance grammaticale. Son extension a ensuite correspondu à un « aplatissement général » des identités, si bien que le latin vulgaire, « conservé dans nos archives », est moins un objet d'admiration qu'un indice de la « pétrification effrayante » des cultures soumises à son hégémonie. Sous cet angle, Ortega théorise une *fin de l'histoire* marquée par la disparition du particulier, « jadis l'histoire agonisa » dit-il « sous l'empire homogène de la vulgarité parce que la féconde "variété des situations" avait cessé d'être »³³. Mais la bonne homogénéité finit malgré tout par triompher puisque le latin vulgaire fut la matrice des langues romanes, rappelle Ortega.

³¹ *La Révolte des masses*, traduit de l'espagnol par Louis Parrot, préface de José Luis Goyena, Bibliothèque classique de la liberté, Les Belles Lettres, Paris, 2011, p. 57.

³² *Ibid.*, p.68.

³³ *Ibid.*, p.69.

Afin de garantir durablement sa souveraineté, l'État-nation moderne reproduit le modèle du latin vulgaire. Derrière « la souveraineté d'un pouvoir public que nous appelons France, Angleterre, Espagne, Italie ou Allemagne »³⁴ il n'y avait au départ aucune communauté de sang et de son. Rarement, en effet, selon Ortega, « *l'État n'aura coïncidé avec une identité préalable de sang et de langage* »³⁵. Dès lors, en matière d'unification linguistique, « l'État a toujours été le grand truchement »³⁶. Cette argumentation relève d'une critique de l'État-nation en raison de l'action qu'il exerce contre les « différences originelles » :

« Par conséquent, ni le sang ni l'idiome ne font l'État national ; au contraire, c'est l'État national qui nivelle les différences originelles des globules rouges et des sons articulés³⁷. »

Dans sa critique, Ortega en profite pour mettre en évidence « l'instinct occidental », attitude étatique d'assimilation culturelle trop accentuée :

« L'instinct occidental bien particulier qui fait sentir l'État comme une fusion de peuples différents dans une seule communauté politique et morale commence à agir sur les groupes les plus rapprochés géographiquement, ethniquement et linguistiquement³⁸. »

Dans *La Révolte des masses*, l'éloge de la pluralité linguistique au sein de la future Europe politique est implicite. Ortega est un philologue, en témoignent les pages dédiées à la beauté des idiomes européens. Par exemple, à la subtilité de l'anglais cultivant le non-dit (« une langue qui tend à ne pas dire ce qui est dit, mais plutôt à l'insinuer, voire à l'éluder³⁹ ») s'opposent les langues du Sud habitées par le *logos* divinisé des Grecs, lesquels attribuaient à l'abondance de la parole un pouvoir magique. Dans ces conditions, adopter une langue commune pour l'Europe, c'est risquer de reproduire « l'empire homogène de la vulgarité » avec ses effets dévastateurs. Le risque peut être évité si l'on repense pour l'Europe la notion d'État. Le projet européen devra être « métis et polyglotte », en référence aux vrais fondements de l'État selon Ortega :

³⁴ *Ibid.*, p.240.

³⁵ *Ibid.*, p.240-241, c'est l'auteur qui souligne en citant Renan.

³⁶ *Ibid.*, p.241.

³⁷ *Ibid.*, p.240.

³⁸ *Ibid.*, p.251.

³⁹ *Ibid.*, p.268.

« L'État commence le jour où l'homme fait son possible pour s'évader de la société native à laquelle il appartient par le sang. Et qui dit le sang, dit également quelque autre principe naturel, par exemple, la langue. À l'origine, l'État consiste dans le mélange des sangs et des langues. Il représente une victoire sur toute société naturelle. Il est métis et polyglotte⁴⁰. »

Relativement aux langues, il est question ici de la bonne homogénéité qui fait jouer, d'une langue à l'autre, la « savoureuse complexité indo-européenne » que l'auteur goûte dans le latin classique⁴¹.

Il faut noter que cette dimension polyglotte complète une théorie du langage, héritée du bergsonisme, qu'Ortega ne cesse de rappeler :

« Quand l'homme se met à parler, il le fait parce qu'il croit qu'il va pouvoir dire tout ce qu'il pense. Et voilà l'illusion ! Le langage n'en permet pas tant. Il dit, tant bien que mal, une partie de ce que nous pensons, mais il élève un barrage infranchissable à la transfusion du reste⁴². »

Dans *Splendeur et Misère de la traduction* (1926), ouvrage issu d'une conférence et qui vient d'être traduit en français, Ortega décrit sa théorie. Au cours de l'exposé, il s'en prend à Meillet accusé d'exagérer le pouvoir d'expression des langues :

« Sans doute, sans doute... Mais cette exagération serait alors un antidote compensatoire. En 1922, la Société de Philosophie de Paris se réunit pour débattre la question du progrès dans la langue. Participent à la rencontre des philosophes français ainsi que les grands maîtres de l'école linguistique française qui est certainement, du moins en tant qu'école, la plus renommée du monde. Or en lisant le résumé des interventions, je tombai sur des propos de Meillet, Meillet, le grand maître de la linguistique contemporaine, qui me stupéfièrent : "Chaque langue, disait-il,

⁴⁰ *Ibid.*, p.229.

⁴¹ « La savoureuse complexité indo-européenne, que la langue des classes supérieures avait conservée, est supplantée par un parler plébéien, d'un mécanisme très facile mais aussi – ou par cela même – lourdement mécanique, comme matériel, d'une grammaire bégayante et périphrastique, fait de tentatives et de circuits, comme la syntaxe des enfants. », *ibid.*, p.68.

⁴² *Ibid.*, p.48.

exprime tout ce qui est nécessaire à la société dont elle est l'organe... Quelle qu'en soit la phonétique et la grammaire, elle peut tout exprimer". Ne voyez-vous pas là aussi, sauf le respect dû à la mémoire de Meillet, une évidente exagération ? Comment Meillet a-t-il pu vérifier le bien-fondé d'une telle affirmation ? Certainement pas en sa qualité de linguiste. Car en tant que tel il ne connaît que la langue des peuples et non leurs pensées⁴³. »

Ortega ne restitue pas l'intégralité des propos du « maître de la linguistique contemporaine ». En effet, Meillet, lui aussi, n'est pas « dupe des mots ». Malgré son désir d'unification, il accorde néanmoins à la pluralité linguistique l'avantage de lutter contre les insuffisances du langage. C'est ce profit intellectuel qu'il dégage :

« Il est bon pour l'esprit de voir les idées sous formes diverses par lesquelles les expriment plusieurs langues ; on s'accoutume ainsi à saisir les idées en elles-mêmes et à n'être pas dupe des mots. Les nuances d'idées et de sentiments varient d'une langue à l'autre⁴⁴. »

Certes Ortega va plus loin mais il rejoint malgré tout Meillet quand il écrit que la pratique d'une langue étrangère, dans l'exercice de la traduction par exemple, donne plus de pouvoir au langage. Quoi qu'il en soit, il nous semble que le profit intellectuel de la diversité linguistique européenne, « n'être pas dupe des mots », est révélateur d'un esprit critique constitutif du grand projet philosophique et anthropologique de l'Europe né dans la Grèce antique des VII^e et VI^e siècles avant Jésus-Christ. Bien antérieur au concept de nation, ce projet a permis l'émergence, à partir de valeurs humanistes, de cet ensemble qu'Ortega nomme la « société européenne » :

« L'Europe a toujours été un espace social uni, sans frontières absolues ni discontinuité, car elle a toujours bénéficié de ce fond ou ce trésor de valeurs collectives, dotées de cette force coercitive si étonnante en quoi consiste le "social" ⁴⁵. »

⁴³ *Splendeur et Misère de la traduction*, traduction dirigée par François Géral avec une postface de Jean-Yves Masson, Les Belles Lettres, 2013, p.37.

⁴⁴ *Les langues dans l'Europe Nouvelle*, *op.cit.*, p. 262.

⁴⁵ *La révolte des masses*, *op.cit.*, p. 287.

Le mot « social » est ici à connotation politique, il désigne une solidarité avec le pouvoir public mais sur la base de l'individualité. La diversité des langues en Europe découle de ces rapports, elle est indexée sur ce « trésor de valeurs collectives ». En ce sens, les langues européennes, porteuses chacune d'une vision du monde mais formant néanmoins une communauté de pensée « sans frontières absolues ni discontinuité », tendent au « mystère de civilisation »⁴⁶ dont parlait Balzac.

Nos trois auteurs expliquent un tel « mystère », Antoine Meillet et Julien Benda avec leur politique respective d'intégration linguistique, Ortega y Gasset avec sa lutte contre l'absorption de l'individu par l'État. Malgré leurs divergences, ces auteurs participaient d'un nouvel internationalisme « qui coïncidait dans le monde entier avec l'exaspération de nationalisme »⁴⁷.

⁴⁶ Balzac désignait ainsi l'Europe : « la grande famille continentale, dont tous les efforts tendent à je ne sais quel mystère de civilisation ». Ortega commente cette citation, *La révolte des masses*, *op.cit.*, p. 57.

⁴⁷ J'adapte au sujet la définition que donnait Benjamin Crémieux de l'internationalisme littéraire : « Ce qui donne sa couleur et son ragoût à ce nouvel internationalisme littéraire, c'est qu'il coïncide, dans le monde entier, avec l'exaspération de nationalisme ». Extrait de son article, « Classique et moderne », paru aux *Nouvelles littéraires*, 17 mars 1925.